

POLITIQUE

La gauche bataille contre la déchéance de nationalité

QUELQUES VOIX pourraient bien manquer au gouvernement pour adopter le projet de loi de révision constitutionnelle sur la déchéance de nationalité. Alors que le débat doit s'ouvrir début février à l'Assemblée nationale, les parlementaires de gauche du Val-de-Marne sont divisés. Hier, le député PRG Roger-Gérard Schwartzenberg, hostile à la déchéance pour les binationaux comme à celle pour tous les criminels terroristes, a prôné une autre voie : « la dégradation civique ». Il doit réunir son groupe mardi pour arrêter son vote.

Lors de ses vœux, mardi dernier, Christian Favier, sénateur PCF s'est dit « opposé » à ce projet qui « ne dissuadera en rien les terroristes d'accomplir leurs crimes, mais qui au contraire, risque de porter un coup sévère à l'égalité devant la citoyenneté et au caractère indivisible de notre socle républicain ».

Même ligne de conduite pour Laurence Cohen, sénatrice PCF : « il faut au contraire des mesures qui assurent la sécurité et rassemblent le peuple ». Chez les écologistes, c'est également non à la déchéance. Esther Benbassa, sénatrice votera « contre », tout comme la députée Laurence Abeille, « indignée que la question essentielle de la sécurité se retrouve transférée dans un débat de la sorte ».

Dans les rangs PS aussi, cette mesure heurte les consciences. Laurent Cathala, qui ne s'est quasiment ja-



Versailles, le 16 novembre. C'est devant le Congrès réuni à Versailles trois jours après les attentats parisiens que François Hollande a annoncé la mesure. (LP/Olivier Lejeune.)

« J'aurais le sentiment de trahir mes origines »

Laurent Cathala, député et maire de Créteil

mais opposé au gouvernement, ne votera pas ce projet de loi. « J'aurais le sentiment de trahir mes origines. Mes parents sont arrivés en France avec la guerre d'Espagne, confie le député et maire de Créteil. On ne peut pas stigmatiser toute une catégorie de Français parce qu'ils ont acquis la nationalité différemment. »

De son côté, le député MRC Jean-Luc Laurent dénonçait jeudi « une

mesure fantôme qui ne protégera pas la nation ». Le député PS Jean-Yves Le Bouillonnet, membre de la commission des Lois, n'a pas répondu à nos sollicitations. Mais il y a peu, il mettait en garde contre la remise en cause du droit du sol.

Seuls soutiens : le sénateur PS Luc Carvounas, qui a signé une tribune dimanche dernier, pour « défendre la position du président de la République et du Premier ministre », ainsi que Jean-Jacques Bridey.

La semaine dernière, le député et maire de Fresnes avait prévu de « suivre l'avis du gouvernement », selon son entourage. **AGNÈS VIVES**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

« Certaines actions » réduites, voire supprimées

L'ISSUE SEMBLE inéluctable et il va y avoir de la casse. Jeudi soir, lors des vœux au personnel, le président PCF du conseil départemental, Christian Favier, n'a pas caché son pessimisme, au regard des difficultés financières.

« Nous ne serons pas en mesure de pouvoir répondre

aux besoins de renforcement attendus par plusieurs services », a-t-il annoncé. Depuis cet été, compte tenu de la baisse des dotations de l'Etat et du manque de compensations pour le versement du RSA notamment, il manque 94 M€ pour boucler le budget. Outre le gel des embauches, il a annoncé la « réduction » voire la « suppression » de « certaines actions », sans entrer dans le détail.

Les coupes ne seront connues que lors du débat d'orientations budgétaires.

Selon toute vraisemblance, le budget devrait être voté en dernière limite au mois d'avril. L'exécutif espérant connaître d'ici là l'effort consenti par le gouvernement pour améliorer la compensation du RSA.

« On pensait qu'après les élections, ça allait se décoincer, confie Hervé Heurtebize, délégué FSU-SDU. Mais les tensions s'accroissent et là, on sait que ça va tailler fort dans les services. » Depuis des mois, le syndicat, rejoint par les autres organisations en décembre, réclame une « conférence sociale » pour « décoincer le dialogue social ». Christian Favier a assuré que « toutes les évolutions feront l'objet de concertation avec tous les personnels et leurs représentants syndicaux ».

A.V.

« Ça va tailler fort dans les services »

Hervé Heurtebize, délégué FSU-SDU

CRÉTEIL

Les pionniers du cinéma à l'affiche de La Lucarne

■ Le cinéma La Lucarne, à Créteil, propose aujourd'hui de (re)découvrir les premiers films de l'histoire du 7^e art, dans le cadre de l'opération « Cinéma en bouche ». Seront projetés les films des Frères Lumière, « Sortie d'usine » et



« Arrivée d'un train en gare de la Ciotat », « Le Voyage dans la lune » de Georges Méliès, ou encore le dessin animé « Fantasmagorie », d'Emilie Cohl... La séance débutera par une présentation du contexte historique, des inventions techniques et scénaristiques. A l'issue de la projection, les spectateurs pourront se documenter sur les films et l'industrie du cinéma.

Ce soir, à 19 heures, au 100, rue Juliette-Savar, à Créteil. Tél. 01.43.77.58.60. Tarif : 5 €.

CHAMPIGNY

Une soirée pour les jeunes majeurs ou diplômés

■ Le gymnase Pascal-Tabanelli accueillera la jeunesse de Champigny, ce soir, de 19 heures à 23 heures pour fêter, avec eux, leur nouvelle majorité ou leur récent diplôme. La ville leur a concocté une soirée bien occupée. Elle débutera avec le groupe Too funky et se poursuivra avec un discours de Dominique Adenot, maire de la commune. Dans la foulée, les jeunes pourront discuter avec les élus autour d'une paella géante avant que les artistes du Djamel Comedy Club montent sur scène. À l'issue de la soirée, chaque jeune recevra un cadeau.

Renseignements au 01.45.16.41.48.

VITRY

Un atelier gourmand dans le quartier Commune-de-Paris

■ A Vitry, l'association Espace les Monis existe depuis près d'une décennie. Ce lieu d'échanges, d'activités culturelles et festives se trouve au centre du quartier Commune-de-Paris. Aujourd'hui, son équipe convie ceux qui le souhaitent à son rendez-vous mensuel gourmand. Deux euros, l'envie de cuisiner et quelques recettes à échanger suffisent pour participer. Ces bénévoles organisent aussi de l'accompagnement scolaire pour les plus jeunes et des cours de français pour adultes.

A partir de 15 heures, au 6, avenue de la Commune-de-Paris. Participation de 2 €, inscription auprès de l'association Espace Les Monis au 01.46.80.21.93.

CRÉTEIL

La base de loisirs en chantier jusqu'à fin avril

JOGGEURS ET PROMENEURS doivent changer leurs habitudes, à Créteil. Depuis quelques jours, des barrières de chantier ont été installées dès l'entrée de l'île de loisirs, condamnant l'allée centrale, qui dessert la maison de la nature, jusqu'à l'école de voile. Hier, une grue grignotait la chaussée.

« Plus de place à la verdure »

Les travaux d'1,4 M€ doivent durer jusqu'à fin avril pour refaire la voie principale, qui date des années 1970 et contient de l'amiante. Les réseaux

d'assainissement vieillissants seront changés. « La voirie va être réaménager pour laisser plus de place à la verdure », souligne Béatrice Barbusse, présidente du syndicat mixte d'études, d'aménagement et de gestion de l'île. Deux enrobés différents seront posés, l'un pour les automobiles, l'autre pour les piétons.

Hier, Myriam, 60 ans, qui s'y promène tous les matins avec son chien, a dû changer son itinéraire. « Ce n'est pas bien grave, mais je ne suis pas sûre que ce soit vraiment la priorité pour l'île. » D'autres regret-

tent le manque d'informations (un panneau sera posé lundi) ou encore la condamnation des toilettes.

« Nous faisons le maximum pour limiter le dérangement, assure Béatrice Barbusse. Mais concernant les toilettes, nous ne pouvons faire autrement. » Un passage a été aménagé pour conduire tout de même à la maison de la nature. En fin d'année, un nouveau chantier concernera la réfection des toilettes, qui deviendront automatiques et début 2017, les toitures seront rénovées.

A.V.



Créteil, hier. Un chantier vient de démarrer sur l'île de loisirs à Créteil pour refaire l'allée centrale qui dessert la maison de la nature et mène jusqu'au restaurant et l'école de voile. (LP/A.V.)